

Chili : L'opposition refuse de signer une déclaration en faveur de la démocratie



Le président du Chili, Gabriel Boric. EFE/Alberto Valdés

La Havane, 6 septembre, (RHC)- Le 50e anniversaire du coup d'État contre Salvador Allende a plongé le Chili dans un climat de tension où l'opposition hésite à signer une déclaration en faveur de la démocratie, proposée par le président Gabriel Boric.

Les dirigeants de la droite et de l'extrême droite justifient cette situation par le fait que le président a favorisé un ton de "confrontation" et non de conciliation.

Cependant, ces dernières semaines, ceux qui ont exacerbé les esprits et la division de longue date dans le pays ont été les politiciens de l'opposition qui ont donné raison au dictateur Augusto Pinochet et justifié de diverses manières le coup d'État du 11 septembre 1973.

Malgré le différend croissant sur le récit historique, Gabriel Boric a déjà prévenu qu'il mettrait tout en œuvre pour que tous les secteurs politiques acceptent de signer une déclaration unanime.

"Par conviction pour l'avenir et le bien-être de notre pays, nous nous engageons ensemble à valoriser et à protéger la démocratie et à respecter sans restriction les droits de l'homme, qui ne seront plus jamais violés au Chili parce que nous pensons différemment. C'est ce que nous avons essayé de faire, c'est la déclaration à laquelle nous avons invité les parties", a-t-il expliqué.

Il a également révélé qu'il avait fait part à l'opposition de sa volonté de créer les conditions nécessaires pour que la signature soit confortable pour tout le monde, mais que la réponse était toujours négative.

L'opposition exige que le gouvernement condamne sans restriction "tout usage de la violence", c'est-à-dire non seulement le coup d'État ou la dictature, mais aussi la violence exercée par la résistance armée, tentant ainsi de mettre sur un pied d'égalité les crimes commis par l'État et les civils, ce qui a déjà été différencié même dans le droit international.

En outre, en plaçant les deux parties au même niveau de responsabilité, ils tentent de justifier la violence de l'État qui a entraîné des violations des droits de l'homme et des crimes contre l'humanité imprescriptibles.
Source : Russia Today

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/333302-chili-lopposition-refuse-de-signer-une-declaration-en-faveur-de-la-democratie>



Radio Habana Cuba